

Collecte de données en masse dans le secteur des transports et de la mobilité urbaine : à quoi ça sert ?

Depuis plusieurs décennies désormais, la possibilité de collecter des données en grande nombre – notamment grâce à la diffusion des smartphones – a contribué à faire évoluer le secteur de la mobilité urbaine, aussi bien en termes de planification, de développement de l'offre que de pratiques (Boutueil & Aguilera, 2018 ; Ninot, Baffi & Coulaud 2026). La possibilité de générer et de collecter des données en grand nombre est d'autant plus cruciale sur le continent africain, où celle-ci a toujours été rendue complexe par le manque de sources fiables, les faibles compétences techniques et le manque de ressources humaines et financières pour pérenniser les dispositifs de collecte et d'analyse (Kinyondo & Pelizzo, 2018).

Alors que les initiatives telles que les hackathons essaient, que les Systèmes de Transport Intelligent deviennent incontournables dans les projets de mobilité urbaine et que la cartographie des réseaux de transport devient possible dans de nombreuses métropoles africaines, plusieurs questions subsistent. On peut s'interroger par exemple sur la fiabilité des données collectées, en particulier lorsqu'il s'agit de données issues de capteurs, smartphones, etc... En outre, au-delà de leur collecte, l'analyse des données et l'interprétation des résultats nécessitent de définir préalablement des objectifs précis, de structurer les démarches et méthodes de traitement, et de mobiliser des compétences techniques – ceci d'autant plus avec le développement toujours plus rapide de l'IA. Comment ces objectifs sont-ils définis, et par qui ? Quels sont aujourd'hui les formations pourvoyeuses de compétences pour « faire parler » les données collectées ?

Enfin, compte tenu de la rapidité d'évolution des contextes sociétaux et technologiques, la collecte et l'analyse de données nécessitent des mises à jour et des campagnes de collecte régulières, et donc une maintenance qui n'est pas toujours anticipée par les autorités publiques, les fournisseurs de matériels et les bailleurs internationaux. Dans cette session, se sont aussi les interactions entre le secteur public et le secteur privé qui pourront faire l'objet de réflexion, le secteur numérique faisant montre d'un dynamisme particulièrement fort, en Afrique et ailleurs.